

Elon Musk va lancer Starlink en Arménie : OTC

Pashinyan: la Constitution arménienne ne contient aucune revendication territoriale à l'encontre de l'Azerbaïdjan

EREVAN, 8 OCTOBRE, ARMENPRESS: Le Premier ministre Nikol Pashinyan a participé à la session ordinaire du Conseil des chefs d'État de la CEI à Moscou. Le Premier ministre Nikol Pashinyan a abordé la situation actuelle du processus de paix entre la République d'Arménie et la République d'Azerbaïdjan, ainsi que la vision d'Erevan pour la poursuite du développement. Dans son discours, le Premier ministre a réitéré que le gouvernement de la République d'Arménie est fermement engagé à établir la paix dans le Caucase du Sud dès que possible et à promouvoir un développement stable et prévisible dans la région, en tenant compte des intérêts de tous les pays impliqués.

"Cette année, nous avons fait des progrès tangibles dans le processus de délimitation de la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, et en particulier, sur la base de la déclaration d'Alma-Ata de 1991, la délimitation des frontières a été effectuée dans trois sections de la frontière entre la République d'Arménie et la République d'Azerbaïdjan, et dans ces sections, la frontière administrative inter-républicaine de la période soviétique a déjà été reproduite en tant que frontière inter-étatique délimitée. Il s'agit sans aucun doute d'un exemple de réussite."

Un autre événement important a eu lieu le 30 août de cette année, lorsque le règlement sur l'activité conjointe des commissions sur la démarcation de la frontière entre la République d'Arménie et la République d'Azerbaïdjan a été signé, a déclaré Pashinyan. Il a informé que l'adoption de ce document met fin en Arménie au processus des procédures internes de l'État, et au cours de ce mois le Parlement arménien discutera de la question de la ratification de ce

document.

"Il est important de noter que la Cour constitutionnelle de la République d'Arménie a déjà confirmé la conformité du règlement signé avec la Constitution de la République d'Arménie, ce qui signifie que la reconnaissance de l'intégrité territoriale de la République d'Azerbaïdjan par le gouvernement de la République d'Arménie sur la base de la Déclaration d'Alma-Ata, qui implique l'ensemble du territoire de l'Azerbaïdjan soviétique, est constitutionnelle, ce qui signifie qu'il n'y a aucune revendication territoriale sur l'Azerbaïdjan ou tout autre pays dans la Constitution de l'Arménie, " a conclu Pashinyan.

Published by [Armenpress](https://armenpress.am/fr/article/1201803), original at <https://armenpress.am/fr/article/1201803>

ARMENPRESS

8 octobre 2024

Poutine se félicite du développement des relations commerciales avec l'Arménie

EREVAN, LE 8 OCTOBRE, ARMENPRESS: Le président russe Vladimir Poutine a salué la « croissance dynamique » des relations commerciales entre l'Arménie et la Russie lors d'une rencontre avec le Premier ministre Nikol Pashinyan à Moscou.

L'année dernière, le chiffre d'affaires s'élevait à 7,4 milliards de dollars, tandis qu'au cours du premier semestre de cette année, il a été multiplié par 2,5, dépassant les 8,3 milliards de dollars », a déclaré M. Poutine, qui a ajouté que les échanges commerciaux entre les deux pays pourraient atteindre le chiffre record de 14 à 16 milliards de dollars d'ici la fin de l'année si le rythme se maintient.

Published by [Armenpress](https://armenpress.am/fr/article/1201773), original at <https://armenpress.am/fr/article/1201773>

11 octobre 2024

« Le Haut-Karabagh représente ce que les Sudètes étaient pour Hitler. C'est un début et non une fin »

À un mois de la COP29 qui se tiendra à Bakou, trois éminents spécialistes arméniens des droits de l'Homme ont fait escale à Paris et ont témoigné, le 10 octobre, durant une conférence de presse des atrocités commises par l'Azerbaïdjan. Artak Beglaryan, ancien ministre d'État et Défenseur des droits de la République d'Artsakh, Arman Tatoyan, ancien Défenseur des droits de la République d'Arménie et directeur de la Fondation Tatoyan ainsi que Karnig Kerkonian, avocat expert en droit international, ont partagé des preuves accablantes des crimes perpétrés contre les Arméniens.

Ils ont exhorté la communauté internationale à un réveil des consciences et à une action immédiate pour obtenir la libération des otages et apporter un soutien aux réfugiés du Haut-Karabakh. Enfin, ils ont profité de leur venue à Paris pour en appeler très clairement au gouvernement français à prendre la tête d'une coalition de pays afin de faire pression sur Bakou pour qu'il libère les prisonniers. Autre pression suggérée : les sanctions contre le clan Aliiev et ses affidés.

Artak Beglaryan a souligné l'urgence de la situation : « La COP29 ne devrait pas être un symbole de l'impunité de l'Azerbaïdjan mais l'opportunité pour les dirigeants internationaux de mettre le pays face à ses responsabilités. »

Arman Tatoyan a ajouté : « Les preuves que nous avons recueillies témoignent d'une pratique endémique de la torture dans les prisons en Azerbaïdjan. Nous avons toutes les raisons d'être extrêmement inquiets pour les 23 otages illégalement détenus par le régime. Leur libération doit être immédiate ». Il a précisé qu'ils étaient torturés physiquement et psychologiquement.

Karnig Kerkonian a insisté sur la responsabilité internationale : « Il faut que la communauté internationale garantisse les conditions du droit au retour de la population arménienne dans le Haut-Karabakh afin de garantir une vie digne et sécurisée dans ce territoire ». Il propose la mise en place d'une plate-forme de discussions afin de faire avancer cette revendication qui est actuellement au point mort. Il a également précisé que le droit au retour concernait toutes les générations d'Artsakhiotes et pas seulement les victimes de l'épuration ethnique.

A différents moments de cette conférence de presse, les trois experts ont rappelé que les agressions de l'Azerbaïdjan se situaient dans un contexte génocidaire et qu'arrêter Aliiev maintenant était une priorité car sa prochaine cible était l'Arménie qu'il appelle Azerbaïdjan de l'ouest. « Le Haut-Karabagh représente ce que les Sudètes étaient pour Hitler. C'est un début et non une fin », prédit Karnig Kerkonian.

L'Azerbaïdjan a significativement chuté dans le rapport « Freedom in the World » produit par Freedom House depuis 2017, obtenant actuellement une note de 7 sur 100 points. Transparency International classe l'Azerbaïdjan au 154^e rang sur 180 pays dans son indice de perception de la corruption, en raison de la corruption généralisée, de la répression des politiciens rivaux et de la restriction de l'espace civique.

Reportage photos : Lydia Kasparian

Nouvelles d'Arménie Magazine

8 octobre 2024

[L'Arménie est prête à signer l'accord de paix ce mois-ci affirme Nikol Pachinian \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

L'Arménie est prête à signer

l'accord de paix ce mois-ci affirme Nikol Pachinian à Moscou

Nous sommes prêts à signer l'accord de paix ce mois-ci et c'est notre position officielle a affirmé aujourd'hui le Premier ministre arménien Nikol Pachinian lors la rencontre avec le président russe Vladimir Poutine.



Par ailleurs, il a déclaré lors de la session ordinaire du Conseil d'État de la CEI que l'Arménie est prête à assurer la sécurité du trafic des marchandises, des véhicules et des personnes sur son territoire.

Lors de la séance restreinte, le Premier ministre arménien a prononcé un discours dans lequel il a spécifiquement déclaré :



« Chers chefs d'Etat,

Chers collègues,

Je suis heureux de vous accueillir à la session ordinaire du Conseil des chefs d'État de la CEI.

Tout d'abord, je voudrais remercier la partie russe et le Président de la Fédération de Russie pour leur hospitalité et pour avoir organisé la session en cours au plus haut niveau.

La réunion d'aujourd'hui est une bonne occasion d'échanger des opinions sur les questions actuelles liées à l'évolution de la situation dans la CEI.

Dans ce contexte, je voudrais vous informer du point de vue de l'Arménie sur la situation actuelle du processus de paix entre la République d'Arménie et la République d'Azerbaïdjan et sur la vision de Yerevan en matière de développement futur.

Le Gouvernement de la République d'Arménie est fermement attaché à l'instauration rapide de la paix dans le Caucase du Sud et à amener la région sur la voie d'un développement stable et prévisible, en tenant compte des intérêts de tous les pays de la région. Cette année, nous avons réalisé des progrès tangibles dans le processus de démarcation de la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan et, en particulier, sur la base de la déclaration d'Alma-Ata de 1991, la démarcation de la frontière a été réalisée dans trois sections de la frontière entre

la République de l'Arménie et de la République d'Azerbaïdjan, et dans ces sections, la frontière administrative inter-républicaine de la période soviétique a déjà été reproduite comme une frontière interétatique délimitée. C'est sans aucun doute un exemple de réussite.

Un autre événement important a eu lieu le 30 août de cette année, lorsque le règlement sur l'activité conjointe des commissions de démarcation de la frontière d'État entre la République d'Arménie et la République d'Azerbaïdjan a été signé.

En Arménie, le processus des procédures internes de l'État pour l'adoption de ce document touche à sa fin et au cours de ce mois, le Parlement arménien discutera de la question de la ratification de ce document. Il est important de noter que la Cour constitutionnelle de la République d'Arménie a déjà confirmé la conformité du règlement signé avec la Constitution de la République d'Arménie, ce qui signifie que la reconnaissance de l'intégrité territoriale de la République d'Azerbaïdjan par le gouvernement de la République d'Arménie sur la base de la Déclaration d'Alma-Ata, qui implique l'ensemble du territoire de l'Azerbaïdjan soviétique, est constitutionnelle, ce qui signifie qu'il n'y a aucune revendication territoriale sur l'Azerbaïdjan ou sur tout autre pays dans la Constitution arménienne.

Chers collègues,

Nous partons de la ferme conviction que la paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan est non seulement possible, mais également réalisable.

L'Arménie et l'Azerbaïdjan ont annoncé ces derniers mois que le projet d'accord « Sur l'établissement de la paix et des relations interétatiques entre la République d'Arménie et la République d'Azerbaïdjan » avait été approuvé à au moins 80 pour cent. Récemment, sous la forme des ministres des Affaires étrangères de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan, un accord a été conclu pour activer les travaux en vue de l'achèvement de l'approbation du projet de traité de paix.

En principe, nous pouvons agir selon la logique suivante, que nous proposons à l'Azerbaïdjan : signer ce qui a déjà été convenu, obtenant ainsi une paix non seulement de facto mais aussi de jure, et continuer à travailler sur toutes les autres questions. Dans tous les cas, il est impossible d'élaborer un tel traité de paix qui répondrait à toutes les questions et réglerait tous les aspects des relations bilatérales. Quel que soit le traité de paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, il restera inévitablement des questions fondamentales importantes qui devront être convenues, résolues et de nouveaux traités devront être signés.

De plus, en présence d'un accord de paix signé et ratifié, la solution d'autres problèmes sera beaucoup plus facile, car une situation complètement différente prévaudra dans la région.

Et à ce stade, nous devons prendre une décision sur un certain nombre de questions fondamentales qui peuvent devenir une base solide pour l'établissement de la paix entre nos pays. Il s'agit d'une reconnaissance mutuelle de l'intégrité territoriale de chacun. Nous parlons de l'obligation de confirmer l'absence de revendications territoriales les uns envers les autres et de ne pas présenter de telles revendications à l'avenir. Nous parlons du maintien du principe de non-recours à la force et à la menace de la force, de non-ingérence dans les affaires intérieures de chacun, de l'établissement de relations diplomatiques et de la création de mécanismes bilatéraux pour le respect des obligations assumées par les parties dans le cadre de l'accord du traité de paix.

La formulation de toutes ces questions a déjà été convenue par les parties dans le projet d'accord « Sur l'établissement de la paix et des relations interétatiques entre la République d'Arménie et la République d'Azerbaïdjan », et nous sommes prêts à signer ce document dès ce mois-ci, et c'est notre position officielle.

Chers chefs d'État,

Un autre aspect important de l'instauration de la stabilité dans le Caucase du Sud est le déblocage de toutes les liaisons de transport et économiques. Dans ce domaine, nous proposons des solutions concrètes, qui se reflètent dans le projet « Carrefour de la paix » que nous avons développé. L'essence de ce projet est la suivante : l'Arménie est prête à assurer le passage des véhicules, des marchandises, des passagers, des pipelines, des câbles à travers son territoire : de la Géorgie à l'Iran et vice versa, de la Turquie à l'Azerbaïdjan et vice versa, etc. Nous sommes prêts à assurer le passage des véhicules, des marchandises, des passagers, des pipelines et des câbles entre la partie principale de l'Azerbaïdjan et la République autonome du Nakhitchevan.

En réponse à nos propositions, l'Azerbaïdjan souligne que si l'Arménie ne veut pas ouvrir de communications régionales, l'Azerbaïdjan profitera des opportunités offertes par la République islamique d'Iran pour se connecter avec le Nakhitchevan. Bien entendu, nous ne nous y opposons pas, car il s'agit d'une question de relations souveraines entre les deux pays. Mais je tiens à souligner une fois de plus que l'Arménie souhaite ouvrir des canaux régionaux et que nous sommes prêts à assurer les communications de transport à travers notre territoire

aux mêmes conditions que celles proposées par la République islamique d'Iran. Par ailleurs, nous sommes prêts à apporter certaines simplifications aux procédures de contrôle aux frontières dans le cadre du respect des principes de réciprocité, d'égalité, de souveraineté et de compétence des parties.

Dans ce contexte, je souligne que la République d'Arménie est prête à assurer pleinement la sécurité du trafic de marchandises, de véhicules et de personnes sur son territoire. C'est notre volonté, notre engagement et nous le garantissons. Soit dit en passant, toutes les déclarations selon lesquelles l'Arménie aurait convenu d'une manière ou d'une autre que des pays tiers assureraient la sécurité des communications sur son territoire souverain, ou que cela serait stipulé dans un document, sont tout simplement fausses. Assurer la sécurité sur son territoire est l'obligation souveraine de tout pays. C'est notre travail et nous sommes assurés de le faire.

En conclusion de mon discours, je voudrais féliciter nos amis tadjiks pour avoir accepté la présidence de la CEI en 2025 et exprimer la disposition permanente de la partie arménienne à déployer tous les efforts nécessaires pour mettre en œuvre les projets prioritaires mutuellement bénéfiques de la présidence de la République du Tadjikistan. dans la CEI. Merci de votre attention."

Ensuite, lors de la séance élargie, les dirigeants des États ont signé les protocoles sur les questions approuvées à l'ordre du jour. En particulier, les questions liées au développement de la coopération dans le cadre de la CEI ont été discutées. Entre autres questions, il a été décidé de reconnaître la ville de Meghri en Arménie comme capitale culturelle de la CEI en 2026.

Krikor Amirzayan

Nouvelles d'Arménie Magazine

8 octobre 2024

Erevan refuse de se joindre aux

déclarations soutenues par la Russie

[Erevan refuse de se joindre aux déclarations soutenues par la \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)



Le ministre des affaires étrangères, Ararat Mirzoyan, a refusé lundi de signer les déclarations de ses homologues russes et d'autres pays de l'ex-Union soviétique qui dénoncent implicitement les sanctions occidentales contre la Russie et appellent à une architecture de sécurité internationale « multipolaire ».

Ces déclarations ont été adoptées lors d'une réunion à Moscou, à la veille d'un sommet des dirigeants des pays de l'ex-Union soviétique formant la Communauté des États indépendants (CEI).

Le service de presse du secrétariat de la CEI à Minsk a indiqué que l'un des documents déplore les « mesures restrictives unilatérales » prises par des nations ou des blocs non nommés dans le but de « forcer un autre État à modifier sa politique ». Il cite notamment le gel ou la confiscation des avoirs de cet État ou les restrictions à la liberté de circulation de ses citoyens. De telles sanctions violent le droit international et la Charte des Nations unies en particulier, selon la déclaration.

Le ministre russe des affaires étrangères, Sergei Lavrov, a souligné l'importance de cette déclaration lors d'une conférence de presse tenue à l'issue de la réunion ministérielle. Dans ce contexte, il a de nouveau fermement condamné les sanctions occidentales généralisées imposées à la Russie depuis l'invasion de l'Ukraine en 2022.

« Les États-Unis et leurs satellites tentent d'étendre les sanctions sous la forme de sanctions illégales dites secondaires et tertiaires [à l'encontre d'États tiers] », a-t-il déclaré. « Nous savons comment contrer cette activité criminelle.

L'autre déclaration énonce « les principes de coopération pour assurer la sécurité en Eurasie ». Selon le secrétariat de la CEI, elle souligne « l'inadmissibilité d'imposer des règles, des standards et des normes dans les relations internationales, dont l'élaboration n'a pas été assurée avec la participation égale de tous les États intéressés ».

La déclaration, qui s'en prend clairement à l'Occident, indique que les pays de

la CEI « condamnent fermement toute tentative de diktat forcé visant, entre autres, à saper les processus d'intégration et de coopération équitable en Eurasie ». Ils défendent « l'adaptation de l'architecture eurasiennne d'interaction dans les domaines de la sécurité, de l'économie, de la culture et d'autres sphères aux réalités multipolaires ».

La porte-parole du ministère arménien des Affaires étrangères, Ani Badalian, a déclaré au service arménien de RFE/RL que M. Mirzoyan n'avait signé aucune des deux déclarations. Ani Badalian n'a pas donné de raison à la position d'Erevan.

Le refus de M. Mirzoyan met en évidence le fossé qui se creuse entre les dirigeants arméniens et Moscou et les efforts déployés pour réorienter l'Arménie vers l'Occident. Les responsables russes ont averti à plusieurs reprises que ce changement de politique étrangère pourrait avoir de graves conséquences pour la sécurité et le développement économique du pays du Caucase du Sud.

Nouvelles d'Arménie Magazine

8 octobre 2024

[Pashinyan peut-il rapporter quelque chose de Paris à Moscou ? - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](https://www.armenews.com/fr/pashinyan-peut-il-rapporter-quelque-chose-de-paris-a-moscou/)

Pashinyan peut-il rapporter quelque chose de Paris à Moscou ?



Le Premier ministre arménien, Nikol Pashinyan, s'est rendu à Paris les 3 et 5 octobre pour participer au sommet de la Francophonie. Peu après, il est attendu à Moscou les 7 et 8 octobre. Durant son séjour dans la capitale russe, Pashinyan assistera à la réunion des chefs d'État de la CEI (Communauté des États indépendants), à l'occasion de l'anniversaire du président russe Vladimir Poutine le 7 octobre. Le lendemain, il participera au sommet de la CEI.

Yuri Ouchakov, conseiller du président russe, a annoncé que Vladimir Poutine rencontrerait séparément Pashinyan et le président azerbaïdjanais, Ilham Aliyev, le 8 octobre. Il est à noter que Poutine avait eu des conversations téléphoniques distinctes avec chacun d'eux il y a environ un mois et demi. Ces discussions faisaient suite à la visite de Poutine à Bakou le 19 août, date marquant l'anniversaire de la déclaration d'indépendance de l'Arménie. Après cette visite, Poutine avait échangé avec Pashinyan, lui faisant part des discussions qu'il avait eues avec Aliyev à Bakou. Quelques jours plus tard, le président russe avait également téléphoné à Aliyev. Il semble que ces sujets seront à nouveau abordés lors des réunions à Moscou.

Entre-temps, la situation au Moyen-Orient s'est intensifiée, ajoutant de nouvelles variables au contexte sécuritaire. Cet environnement en mutation a des répercussions directes sur les affaires du Caucase, rendant les prochains pourparlers encore plus cruciaux.

Quelques événements récents méritent également d'être pris en compte avant ces réunions à Moscou. Le 25 septembre, lors de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, Pashinyan a rencontré le président turc Recep Tayyip Erdogan, qui lui a offert son livre intitulé « Un monde plus juste ». L'une des pierres angulaires de la « justice » prônée par Erdogan semble être la mise en œuvre d'un vaste programme d'influence turque. Ce projet est perçu de manière très différente par des acteurs comme la France et la Russie, qui pourraient même avoir des intérêts communs face à cette initiative.

La visite de Pashinyan à Paris avant son départ pour Moscou revêt donc une importance particulière. À Paris, il a rencontré le président français Emmanuel Macron. Ce dernier, lors d'une conférence internationale sur la sécurité tenue récemment à Paris, a évoqué la nécessité de repenser la structure de sécurité européenne et a exprimé son souhait de voir l'Europe renouer le dialogue avec la Russie. La question qui se pose est de savoir dans quelle mesure Vladimir Poutine prêtera attention aux propos de Macron. Cependant, il existe des sujets stratégiques sur lesquels Paris et Moscou pourraient s'entendre, notamment en ce qui concerne le projet turc, qui pourrait modifier profondément l'équilibre géopolitique dans le Caucase, le Moyen-Orient et l'Asie centrale.

Par ailleurs, lors de sa rencontre avec Erdogan à New York, Pashinyan a également pris acte du fait que, dans le même temps, Macron avait rencontré le

président iranien Masoud Pezeshkian. Dans ce contexte diplomatique complexe, Pashinyan, qui est rentré à Erevan avant de repartir pour Moscou, pourrait-il transmettre à la Russie des messages ou des idées venues de Paris, en particulier dans le cadre des discussions franco-russes sur la nécessité d'un dialogue inévitable à venir ?

Par Hakob Badalyan

Nouvelles d'Arménie Magazine

8 octobre 2024

[Elon Musk annonce le lancement prochain de Starlink en Arménie et des \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Elon Musk annonce le lancement prochain de Starlink en Arménie et des projets potentiels en matière d'IA et d'exploration spatiale

Elon Musk partage un message spécial avec le WCIT 2024 à Erevan, annonce le lancement prochain de Starlink en Arménie et des projets potentiels en matière d'IA et d'exploration spatiale

Lors de la cérémonie de clôture du WCIT 2024 à Erevan, en Arménie, Elon Musk, PDG de SpaceX et de Tesla, a partagé un message spécial avec les participants, exprimant son enthousiasme pour les projets futurs dans le pays. Initialement prévu pour une allocution vidéo, Elon Musk a préféré rédiger une déclaration exclusive qui a été lue lors de l'événement du 7 octobre par l'entrepreneur arméno-américain Razmig Hovaghimian, rapporte Zartonk Media.

Dans son message, Musk a déclaré : « Bonjour à tous, je suis désolé de ne pas

pouvoir me rendre à Erevan cette fois-ci, mais j'espère que la prochaine fois ce sera en personne. J'ai hâte d'amener Starlink en Arménie et de travailler avec la communauté technologique locale sur des projets passionnants - de l'exploration spatiale au développement d'une IA ouverte et transparente qui repousse les limites de la compréhension humaine. »

Musk a confirmé qu'il espérait lancer Starlink prochainement en Arménie, une initiative qui devrait améliorer considérablement la connectivité internet dans les zones reculées. L'accès à l'internet par satellite à haut débit de Starlink a le potentiel de révolutionner la connectivité, en particulier dans les régions rurales, contribuant ainsi à réduire la fracture numérique dans le pays.

En plus de Starlink, Musk a exprimé son intérêt pour une collaboration avec la communauté technologique arménienne sur des projets liés à l'exploration spatiale et à l'IA ouverte. Cela laisse présager de futures opportunités de partenariats entre SpaceX et le secteur technologique arménien en pleine croissance, renforçant ainsi le rôle du pays dans le paysage mondial de l'innovation.

La déclaration de Musk souligne la présence croissante de l'Arménie dans le monde de l'innovation technologique, une réputation renforcée par des événements internationaux tels que WCIT et DigiTec.

par [La rédaction](#) le mardi 8 octobre 2024

© [armenews.com](#) 2024

Pour aller plus loin... <https://zartonkmedia.com/2024/10/07...>

Voir en ligne : <https://zartonkmedia.com/2024/10/07...>

EUROPE - FRANCE

Nouvelles d'Arménie Magazine

6 octobre 2024

Le Président réitère son soutien à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Arménie



Nous sommes tous aux côtés de nos frères arméniens pour respecter leur souveraineté et leur intégrité territoriale, a déclaré le président français Emmanuel Macron à l'ouverture du 19^e sommet de la Francophonie.

M. Macron a insisté sur le fait que les pays francophones pouvaient, ensemble, apporter une contribution majeure à la paix mondiale.

« Je crois profondément que le monde francophone est, oui, un lieu où nous pouvons avoir ensemble une diplomatie qui défend la souveraineté et l'intégrité territoriale partout sur la planète », a déclaré M. Macron.

Dans son discours, il a déclaré que le Liban, ancienne colonie française, était « aujourd'hui ébranlé dans sa souveraineté et dans sa paix », alors que le conflit entre Israël et le Hezbollah s'intensifie.

« Il ne peut y avoir de paix au Moyen-Orient sans une solution à deux États entre Israël et les Palestiniens, a-t-il ajouté.

Les dirigeants se sont réunis vendredi dans un château à Villers-Cotterets, au nord-est de Paris, et samedi dans la capitale française pour le sommet de la Francophonie, qui se tient en France pour la première fois depuis 33 ans.

Le premier ministre arménien, Nikol Pashinyan, faisait partie de la centaine d'invités de haut rang participant au sommet.

Nor Haratch

7 octobre 2024

[Mise au point - Nor Haratch](#)

Mise au point

C'est avec consternation que je viens de prendre connaissance d'un texte qui circule depuis sans doute quelques jours sur un site intitulé «Կայծակ արձագանգը խղճի ձայնի» [Éclair, l'écho de la voix de la conscience]. Il offense de manière extrêmement vulgaire le Catholicos de tous les Arméniens, et à travers lui, l'ensemble de notre Église. Le fidèle et serviteur de l'Église arménienne que je suis ne saurait l'admettre.

L'auteur de ce texte, vraisemblablement un ancien ecclésiastique, utilise sans mon accord un article que j'ai publié récemment dans le journal « Nor Haratch » de Paris. Dans cet article, je dénonce la collusion que nous constatons tous entre l'actuel Patriarche de Moscou et le chef spirituel des Musulmans d'Azerbaïdjan.

Au mépris des règles déontologiques en usage dans la presse, il ne cite pas le journal « Nor Haratch » laissant ainsi entendre que mon texte aurait pu être rédigé pour son site.

L'Église russe n'est malheureusement pas la seule de nos Églises-sœurs à collaborer avec le pouvoir azerbaïdjanais. J'en suis en tant que chrétien, profondément désolé. Dans les colonnes du même journal, j'ai aussi dénoncé à plusieurs reprises une telle attitude de la part de l'Église catholique romaine et de l'Église syriaque orthodoxe.

Dans un article consacré à cette question, j'avais également interpellé les responsables des trois Églises : apostolique, catholique et évangélique, sur le traitement de ce problème récurrent. Tout récemment, je m'étais aussi ouvert à l'un de nos évêques d'une telle l'attitude de la part de l'Église syriaque. Ce dernier m'avait alors répondu qu'il transmettait immédiatement l'information à Sa sainteté le Catholicos.

La récente exposition organisée à Varsovie par l'Église catholique de ce pays sur le patrimoine arménien de l'Artsakh indique que nous ne sommes pas inactifs. Cette exposition vient en réponse à une autre exposition organisée précédemment à l'initiative de l'ambassade d'Azerbaïdjan en Pologne en collaboration avec l'Église catholique. On y présentait les églises d'Artsakh comme des monuments du patrimoine albanien.

L'intention de ce monsieur réside donc visiblement plus dans une volonté de régler des comptes personnels que de dénoncer l'attitude de telle ou telle Église.

Une fois de plus, conformément à une de nos « mauvaises habitudes », il fait le choix d'attaquer une institution et une personnalité arménienne, en l'occurrence, le Catholikos de tous les Arméniens, plutôt que les adversaires de l'Arménie et du peuple arménien.

Pour terminer, et puisque ce monsieur entend donner des leçons à tout le monde, je me permets de lui rappeler que de telles attaques et un tel vocabulaire sont indignes de la part de quelqu'un qui a peut-être reçu l'onction sacerdotale du Saint Myron.

Je lui demande donc de retirer sans tarder mon article de son site.

Que chacun réponde de ses actes et de ses écrits !

Sahak SUKIASYAN

Nor Haratch

6 octobre 2024

[L'exposition intitulée « Haut-Karabagh, un patrimoine arménien en péril » à Varsovie - Nor Haratch](#)

L'exposition intitulée « Haut-

Karabagh, un patrimoine arménien en péril » à Varsovie



Quelques mois après l'exposition organisée par la partie azerbaïdjanaise falsifiant l'appartenance du patrimoine culturel et surtout religieux de l'Artsakh, l'attribuant à la communauté albanaïenne, cette fois une exposition reflétant la réalité historique a été inaugurée le 4 octobre à Varsovie, à l'initiative de l'Oeuvre d'Orient.



Ci dessous l'information publiée à ce sujet, sur la page Facebook de l'Oeuvre d'Orient :

” L'exposition intitulée « Haut-Karabagh, un patrimoine arménien en péril » (traduction littérale du titre en polonais : “Górski Karabach: zagrożone dziedzictwo ormiańskie”) va durer du 4 au 18 octobre au Skwer Ks. Jan Twardowski à Varsovie.

L'exposition est organisée par L'Œuvre d'Orient, en partenariat avec la Fundacja Kultury i Dziedzictwa Ormian Polskich (Fondation pour la Culture et l'Héritage des Arméniens Polonais).

L'inauguration de l'exposition a eu lieu le 4 octobre à midi, en présence du Cardinal Kazemierz Nycz, archevêque de Varsovie, et ordinaire des Orientaux en Pologne, et de Monseigneur Michal Janocha évêque auxiliaire de Varsovie, suivie d'une rencontre dans les locaux de la Maison des Rencontres avec l'Histoire. “

RUSSIE

Nouvelles d'Arménie Magazine

8 octobre 2024

[Poutine a annoncé ce qui avait été discuté avec le Premier ministre arménien et \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Poutine a annoncé ce qui avait été discuté avec le Premier ministre arménien et a confirmé l'invitation de l'Arménie aux BRICS



Le président russe Vladimir Poutine a déclaré aux journalistes après sa rencontre avec le Premier ministre arménien Nikol Pachinian au Kremlin aujourd'hui qu'il avait « discuté des questions d'actualité directement en face à face » avec le Premier ministre d'Arménie.

Le président russe Vladimir Poutine a confirmé l'invitation au sommet des BRICS qui se tiendra à Kazan lors des négociations avec le Premier ministre arménien Nikol Pachinian.

« Je vous attends au sommet des BRICS à Kazan, j'espère que ce sera à la fois utile et intéressant, avec de nombreux contacts », a déclaré Poutine, soulignant qu'il y aurait des entretiens bilatéraux et une opportunité de discuter avec de nombreux partenaires de dizaines de pays avec ceux qui envisagent de participer à ces travaux.

Nikol Pachinian a remercié le dirigeant russe pour son invitation.

La rencontre entre Vladimir Poutine et Nikol Pachinian a eu lieu au Kremlin dans le cadre du sommet de la CEI.

Du côté russe, le vice-Premier ministre Alexei Overchuk, le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov, l'assistant du président russe Youri Ouchakov et le secrétaire de presse du président russe Dmitri Peskov ont pris part aux négociations. Du côté arménien, le ministre des Affaires étrangères de la République d'Arménie Ararat Mirzoyan, l'ambassadeur de la République d'Arménie en Russie et d'autres responsables furent présents à la réunion.

Auparavant, Poutine avait rencontré le président azerbaïdjanais Ilham Aliev.

Comme l'a déclaré aux journalistes Youri Ouchakov, assistant du chef de l'Etat, Moscou joue un rôle actif dans la régulation des relations entre Bakou et Yerevan. Hier Aliev et Pachinian étaient arrivés à Moscou pour participer à la session du Conseil des chefs des États de la CEI, qui sera présidée par Poutine. Les présidents de Biélorussie, du Kazakhstan, du Tadjikistan, du Kirghizistan, de l'Ouzbékistan et du Turkménistan participeront également à l'événement.

Krikor Amirzayan

Nouvelles d'Arménie Magazine

8 octobre 2024

[À partir du 1er janvier, les gardes-frontières russes quitteront le point de \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

À partir du 1^{er} janvier, les gardes-frontières russes quitteront le point de contrôle de la frontière entre l'Arménie et l'Iran



Lors de la rencontre avec le Président de la Fédération de Russie, le Premier ministre arménien Nikol Pachinian a présenté les détails du projet « *Carrefour de la paix* », et a remis au président russe la brochure « Carrefour de la paix » et a également exprimé son inquiétude quant aux expressions et au vocabulaire utilisés par un certain nombre de responsables russes sur des questions régionales, a écrit le Premier ministre sur sa page Facebook.

Selon lui, le discours du gouvernement arménien concernant les communications régionales est identique dans les formats fermé et ouvert.

Le Premier ministre Nikol Pachinian qui a affirmé que sa rencontre avec le président russes était positive. Un large éventail de questions ont été discutées, des accords concrets liés aux domaines énergétique, éducatif et humanitaire ont été conclus.

Un accord a également été conclu selon lequel, à partir du 1^{er} janvier 2025, les troupes de gardes-frontières du Service de sécurité nationale d'Arménie participeront également à la protection des frontières entre l'Arménie et l'Iran et l'Arménie et la Turquie, ainsi qu'au service au point de contrôle de la frontière, à la frontière entre l'Arménie et l'Iran que sera entièrement assurée par les forces des gardes-frontières d'Arménie.

Le Premier ministre arménien a remercié le Président Poutine pour le service rendu par les troupes des gardes-frontières du FSB russe au point de contrôle de la frontière entre la République d'Arménie et la République islamique d'Iran depuis l'indépendance de la République d'Arménie.

Krikor Amirzayan

TURQUIE

Nor Haratch

7 octobre 2024

[TURQUIE - Le footballeur qui a effectué le signe des « Loups Gris » a désormais sa statue - Nor Haratch](#)

TURQUIE - Le footballeur qui a

effectué le signe des « Loups Gris » a désormais sa statue

La Turquie est un pays vraiment étrange. Le « Parti républicain du peuple » (CHP), le principal parti d'opposition aux autorités pro-religieuses et aussi fortement nationalistes de longue date, tente de se présenter comme beaucoup plus démocratique, moderne, épris d'égalité, de justice, de paix etc., mais cependant n'arrive apparemment pas à se débarrasser de la fibre nationaliste.

Ainsi, le maire CHP de Bolu, Tanju Özcan a fait ériger la statue du joueur de l'équipe nationale turque de football, Melih Demiral. Ce dernier n'est autre que celui qui a « laissé son empreinte » sur l'Euro-24 avec le scandale qu'il a provoqué lors du match de son équipe contre l'Autriche, en faisant le signe des « Loups gris » sur le terrain, ce geste à connotation politique qui lui a valu deux matches de suspension. Évidemment, la statue reflète également et surtout le geste en question, puisque celui-ci est la raison même de cette initiative.

Il semble que le maire Özcan avait promis d'ériger cette statue au moment des faits cet été. A cette occasion, il a annoncé : « *Le symbole du loup gris est le symbole du monde turc. Je refuse qu'un parti se l'approprie et tente de s'en emparer.* »

La cérémonie d'ouverture de la statue a eu lieu le 4 octobre.



Le maire de Bolu, Tanju Özcan, devant la statue

Un autre phénomène intéressant et aussi deux mots sur la politique.

Nous avons recueilli cette information sur le site du journal en ligne

ultranationaliste et pro-gouvernemental ensonhaber.com. Avec une pareille « couleur », ce journal devrait, en principe, plus que saluer une telle initiative. Mais il s'avère que même pour les ultranationalistes, il existe quelque chose qui pèse encore plus lourd que le nationalisme : ce sont les intérêts politiques.

En effet, le journal en question critique vivement le maire de Bolu et l'accuse de « ne savoir faire rien d'autre qu'ériger des statues ». Il suffit donc qu'une « valeur nationale » donnée (bien entendu aux yeux des Turcs, dans le cas présent) soit défendue par une figure de l'opposition, pour qu'elle devienne critiquable... Cependant, attribuer ce phénomène uniquement à la Turquie ne serait pas, à notre avis, très correct ni très juste.

* * *

Les supporters de Besiktas ne seront pas autorisés à entrer dans le stade de l'Olympique Lyonnais

Puisque nous parlons du football et des Turcs, ajoutons aussi ceci :

La préfète du Rhône Fabienne Buccio a publié mercredi dernier un arrêté interdisant la présence des supporters de Besiktas pour l'affiche de la League Europa entre l'OL et le club turc, le 24 octobre à Décines, en raison d'un « antagonisme fort et durable ». Rappelons que la précédente rencontre européenne entre les deux équipes (2-1), le 13 avril 2017, avait été émaillée de très graves incidents survenus entre les supporters des deux clubs.

Ce soir-là, Jean-Michel Aulas avait décrit « une marée humaine incontrôlable », avec la présence de plus de 20.000 supporters de Besiktas un peu partout dans le stade, qui s'était accompagnée de nombreux affrontements tout autour du Parc OL, et d'un coup d'envoi reporté de quarante-cinq minutes. Le souvenir est encore traumatisant pour beaucoup de fans de l'OL présents il y a sept ans et demi à Décines, et pareille configuration anormale de supporters turcs en masse dans un stade adverse ne devrait pas se reproduire dans deux semaines.

Selon cet arrêté préfectoral, outre l'interdiction d'entrée au stade pour les supporters turcs, seront également interdits les signes distinctifs en ville, au stade, dans les gares, les aéroports, sur les autoroutes et devant l'hôtel des joueurs du mercredi 06h00 au vendredi midi.

Le club lyonnais, de son côté, semble avoir tiré les leçons des risques qu'entraîne une billetterie (trop) vite ouverte au grand public, en sachant que de nombreux fans turcs présents au stade le 13 avril 2017 résidaient en France ou en Allemagne. L'OL veillera donc, au lancement de cette billetterie, à privilégier au maximum ses abonnés et ses sympathisants.

Pour conclure, rappelons que juste après le tirage au sort de cette Ligue Europa, des ultras du club turc avaient chauffé leurs homologues lyonnais avec une photo postée sur les réseaux sociaux et cette banderole : « *Êtes-vous prêts, les ultras lyonnais ? Un deuxième round ?* ». L'OL comme la préfète du Rhône, espèrent vivement que pareil rendez-vous, classé à très haut risque n'aura pas lieu le 24 octobre.

AZERBAÏDJAN

Nouvelles d'Arménie Magazine

11 octobre 2024

Bakou renouvelle ses critiques à l'encontre de la mission de l'UE à la frontière de l'Arménie

Le plus haut général militaire d'Azerbaïdjan a accusé les observateurs de l'Union européenne déployés le long de la frontière arménienne avec son pays d'accroître les tensions dans la région et d'entraver les efforts visant à mettre fin au conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

Kerim Valiyev, chef d'état-major de l'armée azerbaïdjanaise, a renouvelé les critiques de Bakou à l'égard de la mission d'observation de l'Union européenne lors d'une réunion avec un haut responsable militaire de l'OTAN en visite

mercredi. Il a déclaré que la mission lancée en février 2023 avait « créé des obstacles » à un règlement entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan et qu'elle « aggravait la situation dans le Caucase du Sud ».

M. Valiyev a fait cette déclaration deux jours après qu'un site web lié au ministère de la défense azerbaïdjanais a affirmé que les observateurs européens et le personnel militaire arménien « espionnaient ensemble le territoire azerbaïdjanais » en vue d'une éventuelle « nouvelle provocation ». La mission de l'UE a catégoriquement démenti cette allégation.

La mission est chargée de prévenir ou de réduire les violations du cessez-le-feu le long de la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. L'UE a décidé à la fin de l'année dernière d'augmenter le nombre de ses membres de 138 à 209.

En février dernier, le ministère azerbaïdjanais des affaires étrangères a convoqué l'ambassadeur de l'UE à Bakou pour contester l'impartialité des observateurs européens et les mettre en garde contre les « dommages causés à l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan ».

La Russie s'est également montrée très critique à l'égard de cette mission, affirmant qu'elle s'inscrivait dans le cadre des efforts déployés par les États-Unis et l'Union européenne pour la chasser du Caucase du Sud. Elle a accusé à plusieurs reprises les observateurs de l'UE d'espionner les troupes russes stationnées en Arménie. Le directeur du Service fédéral de sécurité russe (FSB), Alexander Bortnikov, a réitéré cette accusation à la fin de la semaine dernière.

Le gouvernement arménien a défendu la mission, affirmant qu'elle avait permis d'apaiser les tensions le long de la longue et instable frontière. Il a demandé ce déploiement après avoir accusé la Russie et ses anciens alliés soviétiques de refuser de défendre l'Arménie contre les attaques azerbaïdjanaises en 2022

Nouvelles d'Arménie Magazine

11 octobre 2024

A un mois de la COP29, Aliev

appelle à « cesser de s'accuser mutuellement »

Ah, l'Azerbaïdjan, phare du pacifisme et modèle de modération, dont la douceur des relations avec ses voisins - en particulier avec l'Arménie - n'a d'égal que la délicatesse de ses manières, a décidé de nous enseigner l'art de la diplomatie climatique.

Ainsi, en ouverture d'une réunion à Bakou à un mois de la COP29, le président azerbaïdjanais, Ilham Aliev, appelle « les pays du monde à cesser de s'accuser mutuellement ». C'est qu'il sait de quoi il parle, lui qui, dans sa grande sagesse, a toujours su éviter la confrontation. Oui, c'est bien l'Azerbaïdjan qui nous dit qu'il est grand temps de se parler calmement, sans chercher à désigner des coupables. On imagine bien sûr que cette philosophie s'applique à toutes les facettes de sa politique, y compris ses relations avec ses chers voisins arméniens...

Dans un discours empreint de sagesse, lu par le président de la COP29, Moukhtar Babaïev, l'Azerbaïdjan rappelle que la cause est trop grande pour que l'on se perde en querelles. « On ne peut pas perdre de temps à savoir qui est responsable du réchauffement climatique », déclare Aliev. Après tout, pourquoi perdre du temps à attribuer des responsabilités, que ce soit pour le climat ou... d'autres petites affaires frontalières ?

Et qui de mieux placé que Moukhtar Babaïev, ancien dirigeant pétrolier et actuel ministre de l'Écologie, pour nous donner des leçons sur la lutte contre le réchauffement climatique ? Qui aurait cru qu'un ancien magnat du pétrole pourrait ainsi se muer en champion de l'écologie ? Mais n'est-ce pas là la magie de Bakou, où tout est possible ? Dans un élan de modestie, Babaïev souligne qu'il faut « construire des ponts », car oui, après avoir brisé quelques relations, on sait aussi réparer. C'est un art subtil.

Les discussions de la COP29 devront aborder la finance, un sujet bien familier à ce gouvernement qui a su, au fil des ans, jongler habilement avec les budgets, en particulier ceux destinés à la reconstruction de certaines régions... pacifiquement reprises. Mais qu'importe, ici, il s'agit de sauver la planète, et l'Azerbaïdjan est

prêt à montrer l'exemple. Après tout, si quelqu'un sait comment manier à la fois le pétrole et la diplomatie verte, c'est bien le régime Aliev !

Quant à l'appel de Simon Stiell, chef de l'ONU Climat, pour « traduire les engagements en résultats concrets », on peut se rassurer : l'Azerbaïdjan sait parfaitement traduire ses intentions en actes. Que ce soit en politique intérieure, extérieure ou même environnementale, ses actions parlent toujours plus fort que ses discours. C'est donc avec une confiance inébranlable que nous pouvons attendre la COP29 sous la sage direction de Bakou, où tout se règle dans l'harmonie, la modération... et l'expertise en hydrocarbures.

Paul Nazarian

Le Monde

11 octobre 2024

https://www.lemonde.fr/international/article/2024/10/10/azerbaïdjan-la-repression-s-intensifie-a-l-approche-de-la-cop29-organisee-a-bakou_6348458_3210.html

Azerbaïdjan : la répression s'intensifie à l'approche de la COP29 organisée à Bakou

Les arrestations se multiplient contre les voix critiques et la société civile, dénonce un rapport des ONG Human Right Watch et Freedom Now. Au moins 30 personnes ont été écrouées, alors que la conférence COP29 des Nations unies sur le climat s'ouvre le 11 novembre.

Le régime autoritaire du président de l'Azerbaïdjan, Ilham Aliev, verrouille l'information à quelques semaines de l'ouverture de la COP29, qui se tient du 11 au 22 novembre à Bakou. Au moins vingt journalistes ont été jetés en prison ces derniers mois, ainsi que des défenseurs des droits humains, des syndicalistes, des

avocats et des activistes environnementaux, dans ce pays où le pétrole et le gaz totalisent 92 % des exportations. Connu pour avoir déclaré que « *le pétrole est un don de Dieu* », le président Aliiev est de plus en plus enclin à envoyer ceux qui pensent autrement dans le purgatoire du régime.

Les ONG Freedom Now (FN) et Human Rights Watch (HRW) ont dénombré trente-trois personnalités azerbaïdjanaises visées par des poursuites pénales, dont trente sont déjà derrière les verrous. Dans un [rapport](#) commun publié le 8 octobre intitulé « Nous essayons de rester invisibles : escalade de la répression contre la société civile et des voix dissidentes en Azerbaïdjan », les deux ONG précisent que la liste a été établie sur la base d'entretiens réalisés au cours des quatorze derniers mois auprès d'une quarantaine de sources, principalement des avocats, des journalistes et des proches des détenus.

ISRAËL

Nouvelles d'Arménie Magazine

8 octobre 2024

[Le Patriarcat de Jérusalem gagne son procès pour récupérer ses vastes \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Le Patriarcat de Jérusalem gagne son procès pour récupérer ses vastes propriétés en Turquie, par Harut Sassounian

En 2019, j'ai écrit sur le statut du procès intenté en 2012 en Turquie par le Patriarcat arménien de Jérusalem pour récupérer ses plus de mille propriétés

immobilières confisquées il y a des décennies.

Après avoir subi diverses manœuvres juridiques en Turquie pendant des années, le Patriarcat a finalement remporté la semaine dernière une victoire majeure.

Ishan Erdinc a rapporté la bonne nouvelle le 4 octobre. 2024 dans le journal arménien Agos d'Istanbul dans un article intitulé « Développement critique pour les propriétés du Patriarcat arménien de Jérusalem en Turquie : La Fondation Mar Yakoup acquiert la personnalité juridique ». Mar Yakoup fait référence au Patriarcat arménien de Saint-Jacques (Sourp Hagop) à Jérusalem.

La Direction générale des fondations (GDF) de Turquie avait confisqué les biens du Patriarcat de Jérusalem en 1973, décrivant la Fondation de l'Église arménienne Mar Yakoup, créée sous l'Empire ottoman, comme n'étant plus fonctionnelle.

L'action en justice intentée en 2012 par le patriarche arménien de Jérusalem Nourhan Manougian a été initialement rejetée par un tribunal de première instance d'Ankara et par la cour d'appel. Le patriarche a alors fait appel auprès de la Cour constitutionnelle de Turquie, la plus haute juridiction du pays, qui a décidé que la juridiction inférieure avait violé les droits du patriarcat arménien de Jérusalem. La juridiction inférieure a alors annulé le gel des biens du patriarcat arménien.

Ali Elbeyoglu, l'avocat turc du Patriarcat arménien de Jérusalem, a déclaré au journal Agos que le Patriarcat avait maintenant deux options. Soit il nomme un citoyen turc comme son représentant en Turquie pour gérer les propriétés, comme c'était le cas avant leur confiscation, soit elles seront gérées depuis Jérusalem.

Au fil des ans, la plupart des biens confisqués au Patriarcat arménien de Jérusalem ont été vendus à des tiers sans que le Patriarcat ne reçoive la moindre compensation.

Au fil des ans, le patriarche Manougian n'a jamais fait d'annonce publique concernant le procès qu'il a intenté en Turquie. Les seules informations diffusées par les médias concernaient ses multiples visites à Istanbul pour des raisons non divulguées. Bien que l'avocat Elbeyoglu ait déclaré à Agos que le Patriarcat de Jérusalem possédait plus de 100 propriétés en Turquie, le Patriarche Manougian, dans une interview exclusive, m'a dit en 2019 que le Patriarcat possédait 1 200 propriétés rien qu'à Istanbul et des dizaines d'autres dans toute la Turquie. Le patriarche m'a également informé qu'une très grande et précieuse propriété appartenant au Patriarcat de Jérusalem à Yalova, en Turquie, qui faisait autrefois partie d'Istanbul, a été vendue par un Turco-Arménien dans les années 1950 à un

Turc, qui s'est ensuite enfui aux États-Unis. Le patriarche a déclaré qu'il souhaitait intenter une action en justice contre les héritiers de cet Arménien turc. L'avocat Elbeyoglu a déclaré à Agos la semaine dernière que le Patriarcat arménien de Jérusalem possédait un « manoir de grande valeur à Kuzguncuk [Istanbul], dont le titre de propriété a été transféré à la municipalité métropolitaine d'Istanbul, puis démoli ». Le procureur a également déclaré qu'il y avait « 21 propriétés saisies à la Fondation du Patriarcat arménien à Altunizade [Istanbul], [l'important] boulevard Istiklal d'Istanbul, la région de Fatih [Istanbul] et la ville d'Adana ».

Il reste à voir ce que le Patriarcat arménien de Jérusalem fera des propriétés récupérées et des compensations qu'il recevra pour les propriétés vendues il y a longtemps à des tiers.

Je suggère au Patriarcat arménien de Jérusalem de former une commission internationale composée de personnalités arméniennes très respectées pour superviser la gestion de ces biens et les compensations versées au Patriarcat. Compte tenu de la controverse qui entoure la vente ou la location des propriétés du Patriarcat arménien de Jérusalem en Israël, il serait dans l'intérêt du Patriarche de faire preuve de transparence afin d'éviter les transactions commerciales secrètes et les accusations de corruption.

La restitution attendue de ces propriétés est un développement très positif puisque le gouvernement turc a rarement accepté de rendre à leurs propriétaires arméniens les propriétés qu'il avait confisquées il y a plusieurs décennies. En 2011, le gouvernement turc a annoncé que les biens immobiliers confisqués aux fondations caritatives arméniennes, grecques et juives leur seraient restitués ou qu'il leur verserait une indemnité correspondant à la valeur de ces biens s'ils avaient été vendus à des tiers.

Cependant, après qu'un certain nombre de propriétés aient été rendues à ces minorités, le gouvernement a interrompu le processus, même si certaines affaires judiciaires sont toujours en cours.

Je considère les efforts turcs pour restituer certaines des propriétés arméniennes confisquées comme un moyen de blanchir leurs crimes historiques. Même si nous devons nous méfier de ces stratagèmes turcs astucieux, nous devons profiter de chaque occasion pour récupérer une partie de ce que nous avons perdu pendant le génocide, comme des territoires, des propriétés et d'autres biens. Et pour tout ce que nous ne pouvons pas récupérer, nous devons être dédommagés.

C'est pourquoi les Arméniens ne doivent jamais oublier les injustices du passé et faire tout leur possible pour préserver la mémoire de leurs pertes aussi longtemps

que nécessaire. Rien n'est perdu à jamais. L'histoire prendra des tours et des détours et personne ne sait quand le vent tournera en notre faveur. Cependant, si nous renonçons nous-mêmes à nos revendications, elles seront perdues à jamais.

Harut Sassounian

www.TheCaliforniaCourier.com

LIBAN

ARMENPRESS

10 octobre 2024

Israël a frappé une installation de la mission de l'ONU au Liban

EREVAN, 10 OCTOBRE, ARMENPRESS: « Le quartier général de la FINUL à Naqoura, et les positions voisines ont été touchés à plusieurs reprises », a déclaré la Force intérimaire des Nations Unies au Liban dans un communiqué.

« Ce matin, deux soldats de la paix ont été blessés après qu'un char Merkava de Tsahal a tiré son arme vers une tour d'observation du quartier général de la FINUL à Naqoura, la touchant directement et les faisant tomber », a-t-elle ajouté. « Les blessures ne sont heureusement pas graves cette fois-ci, mais les blessés restent à l'hôpital ».

Les Casques bleus de l'ONU sont présents dans le sud du Liban pour soutenir le retour à la stabilité en vertu d'un mandat du Conseil de sécurité de 2006.

Toute attaque délibérée contre les soldats de la paix constitue une grave violation du droit international humanitaire et de la résolution 1701 du Conseil de sécurité, selon la FINUL.

Published by [Armenpress](https://armenpress.am), original at <https://armenpress.am/fr/article/1201964>